

## Les habitant.e.s du Gers ne veulent pas des énergies renouvelables à marche forcée

Avec Les Amis de la Terre du Gers et Bien Vivre dans le Gers



Les habitant.e.s du Gers ne veulent pas des énergies renouvelables à marche forcée

Dans un entretien avec la presse locale en date du 18 mars, Xavier Brunetière - préfet du Gers - pose comme priorité l'accélération des énergies renouvelables (ENR) et la déclinaison dans notre département des objectifs nationaux définis par la loi d'accélération des ENR qui vient d'être promulguée le 10 mars.

Lors des débats en 2022 sur la loi ENR, les associations environnementales gersoises sont intervenues auprès de Monsieur le Préfet pour demander des enquêtes publiques, une concertation avec la population, des études d'impact sur l'environnement, une étude de chaque projet au CoDERST. Malgré leur demande renouvelée le 2 novembre dernier auprès de Monsieur Brunetière, le Pôle ENR du Gers n'a intégré aucune association environnementale représentative. De même, les citoyen.ne.s, les organisations, associations et collectifs de riverains n'ont été à aucun moment associés à l'élaboration de la Charte ENR présentée par la Préfecture, la région Occitanie, le Conseil départemental, les Maires ruraux, ainsi que d'autres collectivités et communautés d'agglomération et de communes.

Dans la configuration décrite par le Préfet, ce sont les conseils municipaux et la Chambre d'Agriculture du Gers qui seront en quelque sorte décisionnaires. L'ensemble des procédures juridiques régissant les installations classées pour l'environnement sont mises de côté, au profit de procédures opaques et non cadrées.

Les projets de parcs photovoltaïques sur des terres agricoles se multiplient. Les projets agrivoltaïques sont maintenant encouragés, installés eux aussi sur des zones agricoles, alors que les conséquences en sont inconnues (pollution, ruissellement, stérilisation des terres...). Si des terrains agricoles ne sont pas exploités depuis des années, c'est au contraire le moment d'aider les agriculteurs à les cultiver pour les circuits locaux. De plus, la majorité de ces projets sont portés par des entreprises privées, souvent filiales de multinationales de l'énergie, dont l'intérêt est de faire des bénéfices et non d'oeuvrer pour l'intérêt général. Pour les associations environnementales, le photovoltaïque ne doit être installé que sur les toitures, sites déjà artificialisés ou friches industrielles.

Les unités de méthanisation annoncées – là encore portées par des industriels - sont également nombreux et le Préfet invite à les multiplier.

La méthanisation n'est pas une énergie renouvelable. Elle nécessite l'apport constant de matières végétales ou animales, ce qui signifie la récupération de ces intrants par camions à des kilomètres, avec un bilan CO2 désastreux. Des cultures intermédiaires sont souvent nécessaires, qui entrent directement en concurrence avec les productions fourragères par exemple. Enfin, les surfaces d'épandage sont considérables, au risque de pollution des sols, de l'eau et de l'air. Les accidents de fonctionnement ne sont pas rares, touchant directement les sols et les nappes phréatiques. Un danger supplémentaire pour nos ressources en eau, qui atteignent déjà un seuil critique.

Le Préfet souligne que l'indépendance énergétique est "un enjeu de souveraineté européenne et nationale" et que le Gers n'y prend pas suffisamment sa part jusqu'à maintenant, "produisant très peu d'énergie" par rapport à ce qu'il consomme. Mais notre département, deuxième département agricole de France, n'a jamais eu vocation à être un territoire industriel. Au contraire, il répond pleinement à l'objectif essentiel qui est de participer à la souveraineté alimentaire de notre pays.

**Contact presse pour les associations signataires :**

**Les Amis de la Terre du Gers, le vice-président, Jean-Manuel Fullana : 06 82 49 85 20 - Les Amis de la terre Groupe du Gers - Courriel : amisdelaterre.gers@gmail.com**

**Autre signataire**

**Sylviane Baudois, présidente de Bien Vivre dans le Gers Courriel : bienvivedanslegers@gmail – 06 83 20 51 96**